

**PAYS : COLOMBIE**

**Nom de l'OSC partenaire:**  
Secours Catholique - Caritas France

**Noms des principaux partenaires locaux impliqués :**  
SNPS/CC: Secrétariat Pastoral National - Caritas Colombie

**Montant du budget prévisionnel du projet affecté au pays :**  
**Non révisé :** 235 535€  
**Révisé :** 325 093€



**Région d'intervention :**

## **1. Contexte local dans lequel le projet est mis en œuvre**

### **1.1 Contexte du pays**

La Colombie vit depuis les années 60 un conflit armé interne. Les chiffres officiels reconnaissent plus que 9 500 000 victimes.<sup>1</sup> Le 24 novembre 2016, un accord de paix a été signé entre le gouvernement et les FARC-EP (la guérilla la plus importante du pays)<sup>2</sup>, ouvrant la voie à une nouvelle étape dans le contexte sociopolitique de ce pays. Malgré la signature de l'Accord de Paix avec les FARC, le pays peut toujours être considéré en situation de conflit armé. La situation humanitaire s'aggrave en raison d'affrontements entre l'ELN et/ou les groupes dissidents des FARC, et/ou les bandes criminelles émergentes, issues en grande partie des organisations paramilitaires et/ou les forces armées. La présence de l'Etat pour garantir les droits politiques et civiques est faible, notamment en ce qui concerne la sécurité des leaders sociaux qui participent à des espaces de consolidation de la paix et de défense des territoires. Les déplacements forcés persistent. Entre la signature de l'Accord de Paix (2016) et mai 2023, plus de 1.500 leaders sociaux, défenseurs des droits humains ou ex-combattants des FARC ont été assassinés. Dans les zones qui étaient auparavant sous le contrôle de la guérilla des FARC, on constate l'arrivée d'entreprises extractives et de groupes paramilitaires qui mettent en péril la pérennité des communautés dans ces territoires.

La Colombie reste un pays très inégalitaire (deuxième pays le plus inégal d'Amérique Latine après le Honduras), particulièrement entre zones urbaines et rurales. La répartition des terres est notamment très inégalitaire : 13% des propriétaires possèdent plus de 77% des terres. En 2018, 77,8% de la population totale vit dans des zones urbaines. Les indices de perception de la corruption en 2022 en Colombie sont parmi les plus élevés d'Amérique Latine (91ème rang sur 180 pays, évalué avec 39 points/100<sup>3</sup>). La pauvreté dans les zones rurales est de 36% et 7,4% de la population totale se trouve en situation de pauvreté extrême. 39,3% de la population vivait en 2021 sous le seuil de pauvreté, un chiffre en hausse ces dernières années.

Fragilisée par la pandémie de la Covid-19, la population s'est mobilisée contre une réforme fiscale considérée comme accablant les plus modestes. D'avril à juin 2021, la Colombie a été secouée par un mouvement social

1 Registre unique des victimes - RUV. Voir : <https://www.unidadvictimas.gov.co/>

2 Il s'agit du troisième traité de paix signé avec le FARC. Quatre traités de paix avec d'autres guérillas ont également été signés, et un autre avec les paramilitaires, mais ils sont toujours délaissés par le gouvernement.

3 <https://www.transparency.org/en/cpi/2022/index/col>

de grande ampleur. La réponse du gouvernement s'est fait entendre par la force et par les armes<sup>4</sup>. Les organisations de défense des droits humains font état de nombreuses violations des libertés fondamentales. L'ONG Temblores a signalé qu'entre le 28 avril et le 31 mai 2021, au moins 3.789 cas de violence policière, dont 45 homicides, se sont produits.<sup>5</sup>

L'élection de Gustavo Petro et Francia Márquez (août 2022) qui jouit d'une majorité relative au Congrès a donné lieu à l'annonce de toute une série de réformes structurelles dans le domaine agricole, fiscal, social, du modèle *extractiviste* et d'approfondissement de la paix. Aussi, le nouveau gouvernement cherche à mettre fin au conflit dans les régions qui ont souffert le plus en ouvrant des dialogues avec l'Ejército de Liberación Nacional (ELN), avec les FARC-EP dissidentes, les Autodefensas Gaitanistas ou le Clan du Golfe et avec les Autodefensas Conquistadores de la Sierra, ayant réussi à signer avec certains de ces groupes des cessez-le-feu bilatéraux, comme par exemple le cessez le feu signé début juin 2023 avec l'ELN.

Les défis auxquels fait face le nouveau gouvernement sont majeurs : la poursuite des assassinats des leaders sociaux (127 ont été tués au cours des 9 premiers mois de 2023), la lutte contre la pauvreté et les inégalités requiert la mise en place de programmes sociaux ambitieux, et donc une importante réforme fiscale pour les financer, des scandales de corruptions au sein même de la coalition gouvernementale. La poursuite du processus de paix et l'amélioration de la protection des droits humains se heurtent à une opposition et des intérêts réticents ; il en est de même en ce qui concerne la question persistante de la substitution des cultures illicites, le rétablissement des relations diplomatiques avec le voisin vénézuélien ou encore l'adaptation au changement climatique, aspect fondamental pour un pays qui y est particulièrement vulnérable. Le nouveau gouvernement doit par ailleurs composer avec une dette qui a fortement augmenté depuis la pandémie du COVID 19, un peso colombien largement dévalué et une nécessaire réforme fiscale distributive pour combattre efficacement les inégalités économiques.

### **1.1 Contexte du territoire d'intervention**

Ces situations au niveau national ont eu des répercussions sur le territoire où est développé le projet:

- Augmentation du prix des denrées alimentaires de base, du carburant et du transport
- Une reprise des affrontements entre plusieurs groupes armés (Ex-guérilla des FARC, Bandes criminelles liés au trafic de drogue, Groupes paramilitaires) pour le contrôle des zones rurales du pays qui établit des "règles de coexistence" dans les communautés. Ces règles bafouent le droit international
- De nombreuses familles paysannes de la région traversent une grave crise économique
- Les déplacements de familles se sont multipliés en raison des menaces des groupes dissidents et autres acteurs armés.
- Les autorités locales rapportent qu'au cours du premier trimestre de cette année, 23 cas de recrutement de mineurs ont été signalés en Colombie (dont 33% provenant du territoire du projet), ce qui représente une augmentation de 53,3 % par rapport à la même période en 2022.

### **2. Identification des bénéficiaires du projet dans ce pays**

- 300 personnes bénéficieront directement des activités menées par le partenaire.
- De façon indirecte, 8000 personnes bénéficieront du projet. Ces personnes regroupent des communautés autochtones et des producteurs agricoles.

### **3. Description des activités du projet menées dans le pays concerné :**

**OS1.R1. A1 :**

- *Recherche scientifique et recherche action sur les expériences réussies, sur la résilience socio-écologique et la souveraineté alimentaire*

4 « DÉNONCER LES VIOLENCES ET OUVRIR AU DIALOGUE : LE SC-CF PREND LA PAROLE POUR LA PAIX EN COLOMBIE » Voir : <https://isidor.secoures-catholique.org/actualites/denoncer-les-violences-et-ouvrir-au-dialogue-le-sc-cf-prend-la-parole-pour-la-paix-en>

5 « 1.649 détentions arbitraires contre des manifestants, 705 interventions violentes dans le cadre de protestations pacifiques, 65 victimes d'agressions oculaires, 180 cas de tirs d'armes à feu, 25 victimes de violences sexuelles, 6 victimes de violence sexiste » Comunicado 1 - Juin de 2021. Voir : <https://www.temblores.org/comunicados>

OS1.R1. A2 :

- *Positionnement d'alternatives productives et d'adaptation au changement climatique (systèmes agroforestiers);*
- *Articulation de plateformes nationales (Forums, Réseaux, articulation) pour la promotion des droits territoriaux et humains*

OS2.R1. A1 :

- *Promouvoir les échanges d'expériences sur les dynamiques de transition écologique juste, économie des soins*

OS2.R1. A2 :

- *Mise en place d'espaces d'échanges, articulation et mise en réseau pour la promotion d'une consommation responsable*

OS2.R2. A1 :

*Campagnes de communication: visibilité des alternatives de développement, défense de l'agroécologie, plaidoyer et défense des droits, positionnement des agendas sociaux et politiques*

**4. Autres**

---